

Bataaxal

Quoi de neuf

**GESTION DES
RESSOURCES
NATURELLES :**
Enjeux et défis de la
participation citoyenne

P.05

**COSCE et NDI appellent à un
dialogue politique pour garantir
une présidentielle paisible**

P.07

**Un appel à l'unité : Des
manifestants se
rassemblent à la Place du
Souvenir Africain pour la
paix**

P08

**PROMOTION DU
DIALOGUE SOCIAL
DANS LE SECTEUR
EXTRACTIF**

l'arrondissement de Méaoune
met en place sa Coalition
Participation Citoyenne (CPC)
avec l'accompagnement de
l'ONG 3D

P.11



3Cap-Santé : un réseau pour le renforcement de capacités en santé au Sénégal

Au Sénégal, la société civile dans le secteur de la santé a créé un cadre de concertation et d'action pour une meilleure démocratie sanitaire. Cette initiative, baptisée 3Cap-Santé, rassemble plus de vingt organisations de la société civile et d'acteurs impliqués dans le plaidoyer pour la santé. L'objectif est d'améliorer l'efficacité et l'efficience des actions de plaidoyer en harmonisant les outils et les interventions, mutualisant les ressources, capitalisant et partageant les expériences, et en constituant une base de données d'expertises pour le renforcement des capacités.

Le Directeur Exécutif de l'ONG 3D, Moundiyaye Cissé, a expliqué que 3Cap-Santé vise à réussir les actions de plaidoyer en développant des synergies d'actions, touchant plus d'acteurs et couvrant l'ensemble du territoire national. Le réseau dispose de quatre pools de compétences répartis sur tout le territoire, avec pour objectifs la réforme juridique pour une démocratie sanitaire renforcée, la gouvernance, le renforcement des capacités, la capitalisation et la pérennisation. Cette initiative permettra ainsi de renforcer la participation citoyenne et la transparence dans le secteur de la santé au Sénégal.



ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2024

l'incertitude des candidatures préoccupe Moundiaïe Cissé de l'ONG 3D

Le Directeur Exécutif de l'ONG 3D, Moundiaïe Cissé, a exprimé ses inquiétudes quant aux incertitudes entourant les candidatures à l'élection présidentielle prévue le 25 février 2024. Il a souligné l'importance de ne pas permettre aux politiciens de conduire le pays vers le chaos, ajoutant que les élections précédentes ont été tendues en raison des règles électorales. Cependant, cette fois-ci, il y a également des problèmes d'inclusion liés à l'élection de Karim Wade, de Khalifa Sall, de Ousmane Sonko et du président sortant. L'ajout de la question du parrainage pourrait aussi aggraver la situation.

Moundiaïe Cissé a lancé l'initiative MESURE pour compléter les initiatives existantes et pour éviter que le Sénégal ne sombre dans des lendemains sombres. Il a ajouté qu'il ne s'agit pas de faire table rase des initiatives existantes, telles que le Collectif des Organisations de la Société Civile pour les Élections (COSCE) et Eutou Jamm, qui ont pour but de promouvoir la paix.

Atelier pour la mise en place d'une task force de plaidoyer pour la santé des jeunes au Sénégal



L'ONG 3D a organisé un atelier avec le soutien de la DPRS pour créer une task force de plaidoyer pour la santé des jeunes au Sénégal.

Des représentants du ministère de la Santé et des Collectivités territoriales, des élus locaux, de la société civile et des partenaires techniques et financiers y ont participé.

L'atelier a abouti à la création d'une feuille de route, d'un projet d'arrêté interministériel, de TDR pour la task force et d'un plan de suivi des recommandations.



Atelier de mise en place de la task force de plaidoyer pour le financement de la santé des adolescent(e)s et jeunes par les collectivités territoriales.

Le Conseil National de Lutte contre le Sida (CNLS) a récemment accueilli un atelier passionnant visant à mettre en place une task force pour le financement de la santé des adolescent(e)s et des jeunes du Sénégal par les collectivités territoriales. Cet événement a été organisé par l'ONG 3D dans le cadre du programme NPI EXPAND, et a bénéficié du soutien technique de la Direction de la Prévision, de la Recherche et des Statistiques (DPRS).

L'atelier avait pour objectif de mettre en place officiellement la task force, d'élaborer une feuille de route et de créer un arrêté interministériel pour l'inscription d'une ligne budgétaire spécifique à la SRAJ dans la nomenclature budgétaire des collectivités territoriales.

Les résultats de l'atelier ont été extrêmement positifs. Un projet d'arrêté interministériel a été élaboré, ainsi qu'une note explicative pour renforcer l'argumentaire. Une feuille de route pour la task force a également été élaborée, et les Termes de Référence (TDR) ont été définis pour permettre à la task force de fonctionner de manière optimale. Enfin, un plan de suivi des recommandations a été élaboré pour garantir la mise en place efficace de toutes les mesures prévues.

Nous sommes très encouragés par les résultats de cet atelier et nous sommes convaincus que la mise en place de cette task force sera un pas en avant crucial pour garantir le financement de la santé des adolescent(e)s et des jeunes du Sénégal par les collectivités territoriales. Nous tenons à remercier l'ONG 3D et la DPRS pour leur soutien continu à cette initiative importante.



M. Moundiyaye Cissé
Directeur Exécutif de l'ONG 3D

Édito :

Dialogue politique et participation citoyenne : la société civile sénégalaise mobilisée pour des élections paisibles.

Le Sénégal se prépare pour une élection présidentielle en 2024, mais les tensions politiques sont déjà palpables. Dans ce contexte, la société civile sénégalaise appelle à un dialogue politique pour garantir une élection paisible et transparente. Le Collectif des organisations de la société civile pour les élections (COSCE) et le Programme NIETTI ELECTIONS du gouvernement américain via l'USAID ont organisé un atelier de réflexion et d'échanges sur le processus électoral en vue de l'élection présidentielle de 2024 au Sénégal. Cet atelier a permis de mobiliser les acteurs politiques autour des questions centrales liées à la gestion des ressources minérales et de surmonter les barrières existantes.

Mais l'appel à la pacification ne vient pas seulement de la société civile. Des manifestants se sont également rassemblés à la Place du Souvenir Africain pour la paix, montrant que la société sénégalaise est unie dans sa volonté de préserver la stabilité du pays.

Pourtant, l'incertitude concernant les candidatures pour l'élection présidentielle préoccupe Moundiyaye Cissé de l'ONG 3D. Il est essentiel que tous les acteurs politiques s'engagent dans un dialogue ouvert pour garantir une élection présidentielle crédible et inclusive. La société civile sénégalaise, par ses appels au dialogue et à la pacification, a démontré qu'elle est prête à jouer son rôle dans ce processus.

De plus, la promotion du dialogue social dans le secteur extractif est cruciale pour garantir une participation citoyenne efficace dans la gestion des ressources naturelles. Les efforts de l'ONG 3D et de l'arrondissement de Méaoune pour mettre en place une Coalition Participation Citoyenne (CPC) sont à saluer, car ils montrent que la société civile est prête à agir pour promouvoir une gouvernance transparente et participative.

Enfin, la révision des listes électorales est une étape cruciale pour garantir une élection transparente et crédible. La demande de la société civile sénégalaise d'un délai supplémentaire pour la révision des listes électorales doit être prise en compte pour garantir que toutes les voix sont entendues et que tous les citoyens peuvent exercer leur droit de vote.

Dans l'ensemble, il est clair que la société civile sénégalaise est prête à jouer un rôle de premier plan pour garantir une élection présidentielle paisible et crédible. Le dialogue politique est essentiel pour surmonter les défis auxquels le pays est confronté, et la société civile est prête à faire sa part pour contribuer à un avenir pacifique et prospère pour tous les citoyens sénégalais.

GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

Enjeux et défis de la participation citoyenne



Des acteurs de la gouvernance des ressources minérales se sont réunis pour la quatrième fois au Sénégal, dans le cadre d'une rencontre annuelle multipartite. Cette réunion, qui suscite un intérêt croissant, permet aux différents acteurs de se mobiliser autour des enjeux centraux liés à la gestion des ressources minérales dans le pays.

Lors de cette réunion, Madame la Ministre a souligné l'importance de ce rendez-vous pour faciliter les échanges entre les acteurs de la société civile et le gouvernement. Elle a également rappelé l'engagement du gouvernement à adhérer à l'ITIE, une initiative visant à promouvoir la transparence et la bonne gouvernance dans le secteur extractif.

Lors de la rencontre, Moundiaïe Cissé, Directeur Exécutif de l'ONG 3D, a souligné les recommandations formulées par la société civile qui n'ont pas encore été appliquées, notamment la publication de tous les contrats pétroliers et gaziers pour garantir le droit à l'information et à la transparence, la promotion de l'équité et de l'inclusion du genre dans les revenus, ainsi que le renforcement des études d'impact environnemental pour garantir les moyens d'existence des populations de pêcheurs. Il a également mis en avant la nécessité de renforcer la communication et la transmission des données liées à l'environnement et au contenu local, et de travailler à pérenniser les acquis du Sénégal sous la pression des normes, en lien avec l'évaluation de la norme ITIE de l'année précédente. Enfin, il a insisté sur la nécessité d'accompagner les associations de femmes, les populations vulnérables et de mettre en place un principe de validation des contrats pétroliers pour des soucis de transparence

Madame la Ministre Sophie Gladima Ministre des Mines et de a salué la participation de la société civile et a réaffirmé l'engagement du gouvernement à travailler en collaboration avec toutes les parties prenantes pour garantir une gestion transparente et responsable des ressources minérales. Cette rencontre représente donc un temps fort dans le processus d'évaluation et d'amélioration de la gouvernance des ressources minérales au Sénégal.



Cheikhou Oumar Sy, ancien député

Nous éprouvons une réelle satisfaction de nous réunir une fois de plus, pour la quatrième fois, sur la gouvernance des ressources minérales au Sénégal. Cette rencontre, que nous organisons annuellement, au-delà d'être une rencontre multipartite, revêt aujourd'hui un intérêt de plus en plus marqué auprès des acteurs depuis la première édition. Son envergure prend de l'étoffe et ne cesse de susciter l'enthousiasme de tous les bords, facilitant ainsi la mobilisation des acteurs autour des questions centrales que nous sommes.



**Mme Madame Sophie GLADIMA
Ministre du Pétrole et des Energies**

Cette rencontre d'échanges, comme vous l'avez dit, M. Cissé, est inclusive en matière de gouvernance des ressources minérales, ce qui en fait une opportunité et un temps fort d'échange entre les différents acteurs que vous êtes et nous,



Moundiyaye Cissé, Directeur Exécutif de l'ONG 3D

Madame la ministre, la dernière fois que nous nous sommes rencontrés, c'était à l'occasion du Conseil présidentiel sur la loi portant sur la répartition des recettes tirées du pétrole et du gaz. À cette occasion, la société civile avait deux requêtes : la première était de lui accorder du temps pour apporter des contributions écrites à ce projet de loi.

Et la deuxième était de matérialiser la volonté du chef de l'État d'intégrer la société civile dans le Cos Petro-Gaz. Dix jours plus tard, il m'a envoyé une correspondance pour me notifier la désignation du représentant de la société civile dans le Cos Petro-Gaz et pour nous annoncer que l'essentiel des recommandations que nous avons formulées avaient été prises en compte dans la loi portant sur l'exploitation et la répartition du pétrole et du gaz.



COSCE et NDI appellent à un dialogue politique pour garantir une présidentielle paisible



Le Collectif des organisations de la société civile pour les élections (COSCE), en collaboration avec le Programme NIETTI ELECTIONS de l'USAID, a organisé une journée de réflexion et de discussion sur le processus électoral en préparation de l'élection présidentielle de 2024 au Sénégal.

L'objectif de cet atelier était de favoriser le dialogue entre les acteurs politiques et de maintenir la paix avant l'élection, en vue d'un processus électoral "crédible, transparent, inclusif et apaisé".

Les échanges ont porté sur plusieurs sujets, tels que la révision des listes électorales, la réactivation d'un cadre de dialogue politique entre les parties prenantes, la mise en place de stratégies pour prévenir les tensions et les crises, la plaidoirie pour la réforme du système de parrainage en place, le renforcement de l'éducation civique des citoyens, la sensibilisation pour limiter les violences écrites et verbales sur les réseaux sociaux et les médias, ainsi que le renforcement des capacités des responsables et militants de partis politiques et des représentants des candidats et partis dans le cadre du processus électoral. COSCE et NDI ont appelé à un dialogue politique continu pour apaiser les tensions avant l'élection présidentielle.



Un appel à l'unité : Des manifestants se rassemblent à la Place du Souvenir Africain pour la paix



Le mardi 28 mars 2023, la Mobilisation pour un engagement citoyen vers la souveraineté, l'unité et la refondation (MESURE) a organisé un rassemblement majeur à la Place du Souvenir Africain pour contribuer à la préservation de la cohésion sociale.

Dans le cadre de la semaine nationale de la paix (du 27 mars au 2 avril 2023), initiée par la MESURE, de nombreux acteurs de la société civile, y compris Moundiaye Cissé de l'ONG 3D, Cheikh Mbow de la Cosydef, Elimane Kane de Legs Africa et le Pr Babacar Gueye, ont pris part à cet événement.

La MESURE a souligné que la culture de la justice et de la vérité est une condition indispensable pour instaurer un climat social paisible, tout en interpellant tous les Sénégalais, notamment les politiciens, sur leurs responsabilités en matière de cohésion sociale. Cette manifestation a été l'une des activités phares de la semaine nationale de la paix, visant à dissiper les nuages sombres qui planent sur le Sénégal.

En déclarant conjointement leur message, la MESURE a rappelé que la justice et la vérité sont des piliers indispensables pour atteindre cet objectif, appelant ainsi tous les citoyens à agir de manière responsable pour maintenir la cohésion sociale et l'unité.

Bonne lecture

KADDU JIGUEEN NI: Formation des membres du réseau des Badienou Gox et relais communautaires de Wakhinane Nimzath par l'ONG 3D

.La formation des membres du réseau des Badienou Gox et des relais communautaires de Wakhinane Nimzath par l'ONG 3D s'inscrit dans le cadre du programme KADDU JIGUEEN NI. Cette formation a eu lieu les 15 et 16 février 2023 à la mairie de Wakhinane Nimzath de Guediawaye.



L'objectif principal de cette formation est de renforcer les compétences en leadership, gestion administrative et financière des participantes, afin de les autonomiser et de les informer sur la parité générationnelle, l'accès aux instances de décision et au marché public pour mieux commercialiser leurs produits transformés.

En formant ces femmes, l'ONG 3D cherche à les aider à développer leurs capacités et à promouvoir l'autonomisation économique des femmes, qui est l'un des axes stratégiques du programme KADDU JIGUEEN NI. En outre, cette formation contribue également à renforcer le réseau des Badienou Gox et les relais communautaires, en les dotant des compétences nécessaires pour soutenir et encadrer les femmes de leur communauté dans le développement de leurs activités économiques.



PROGRAMME NIETTI ÉLECTION**Campagne de sensibilisation et de supervision citoyenne
de la Révision Exceptionnelle des Listes Électorales**

MARDI 11 AVRIL



Huit recommandations du Cosce pour des élections transparentes et inclusives

Le collectif des organisations de la société civile pour les élections (COSCE) a émis huit recommandations prioritaires pour l'apaisement du climat politique en préparation de la présidentielle de février 2024. Moundiaïye Cissé, l'un des porte-paroles du COSCE, a déclaré lors d'une rencontre avec des journalistes que ces recommandations pourraient servir de base à une concertation entre les acteurs politiques.

Parmi les recommandations, le collectif invite le chef de l'Etat à procéder à la modification des articles L 29 et L 30 du code électoral afin d'abroger la déchéance électorale automatique, et à mettre en place un système de traçabilité des cartes électorales pour localiser celles qui ne sont pas distribuées. Le COSCE recommande également aux autorités en charge des élections d'envisager la possibilité de voter sur présentation de la carte nationale d'identité tout en facilitant l'accès aux informations électorales.

En outre, le collectif plaide pour la réforme du système de parrainage électoral, en instaurant le parrainage optionnel ou alternatif par des élus et des électeurs, et en déterminant le pourcentage de parrains sur la base du nombre de votants à la dernière élection présidentielle. Le COSCE recommande également la publication du décret de l'article L.49 du code électoral pour garantir l'accès des partis politiques au fichier électoral. Enfin, le collectif de la société civile pour les élections évoque la nécessité d'instaurer un système d'enregistrement et de contrôle simultané des parrainages

PROMOTION DU DIALOGUE SOCIAL DANS LE SECTEUR EXTRACTIF

l'arrondissement de Méaoune met en place sa Coalition Participation Citoyenne (CPC) avec l'accompagnement de l'ONG 3D



L'exploitation minière par les Industries chimiques du Sénégal (ICS) et Grande Cote Opération (GCO) dans la région de Thiès et plus particulièrement dans l'arrondissement de Méaoune, situé dans le département de Tivaouane, est source de préoccupation pour les communautés locales.

Les initiatives des parties prenantes sont insuffisamment coordonnées et cloisonnées, ce qui limite la capacité des communautés à négocier avec les entreprises pour faire respecter leurs droits économiques et sociaux.

Pour résoudre ce problème, un cadre de coordination et de dialogue doit être créé pour faciliter les échanges entre les communautés et les entreprises sur leurs préoccupations et leurs besoins prioritaires.

Il est également important d'associer les contributions des entreprises à la responsabilité sociale d'entreprise (RSE) aux plans de développement communaux (PDC) des collectivités territoriales pour mieux intégrer les préoccupations sociales des communautés et ainsi réduire les risques de conflits liés à l'opacité de la gestion des ressources affectées aux communes des territoires impactés.

**Bâtir des
communautés justes,
ouvertes et prospères.**

SUIVEZ-NOUS



Comico Mermoz villa N° 59; BP : 47311, Dakar
Tél. : +33 825 69 69
Email : ong3d@orange.sn
Site : ong3d.org